

EHESS

Compte rendu d'enseignement 2023-2024

La ville : sciences, pouvoirs, sociétés

M. Christian Topalov, directeur d'études

Le séminaire qu'Isabelle Backouche et moi donnons ensemble sous l'intitulé « Villes et sciences sociales » est entré dans sa huitième année, au cours de laquelle nous avons poursuivi la réflexion méthodologique engagée en 2021-22 sur le thème : « l'espace, analyseur du monde social ». L'espace, en effet, n'est pas un réceptacle vide ou un décor. Ce n'est pas non plus seulement un environnement matériel et un cadre symbolique que les pratiques sociales façonnent. C'est, plus largement, une catégorie de la pratique. C'est pourquoi les phénomènes sociaux, dans leur diversité, peuvent gagner en intelligibilité si on les analyse en prenant en compte leurs dimensions spatiales : dans cette perspective, l'espace devient un analyseur du monde social. Du moins est-ce ainsi que les sciences sociales parfois le regardent et c'est ce point de vue que voudrait mettre en œuvre le séminaire.

Nous avons à nouveau consacré cette année une séquence à des enquêtes qui s'intéressaient aux dimensions spatiales du mouvement des « Gilets jaunes » de 2018-20. Quentin Ravelli (CNRS, Centre Maurice-Halbwachs) a présenté ses « cartes de la révolte », qui mettent en évidence la diversité des groupes mobilisés selon les lieux (ronds-points ou manifestations) et les temps, la formation de « grappes giratoires » et les ambivalences politiques distinctes de celles-ci. Etienne Walker (Université de Caen, Espaces et Sociétés, ESO-Caen) a mis en discussion son enquête à Caen, qui combine analyse géographique fine et observation ethnographique : espaces de mobilisation et espaces de vie sont en constante interaction dans un mouvement qui devient de plus en plus urbain au fil du temps. Enfin, Danielle Tartakowsky (Université Paris VIII-Saint Denis) a réfléchi sur la différence de répertoire entre la « manifestation », formalisée dans la France de l'entre-deux-guerres, et l'« acte » urbain des Gilets jaunes, ainsi qu'entre les « bourses du travail » de 1890-1914 et les cabanes des Gilets jaunes, devenues parfois « maisons du peuple ».

Nous avons aussi abordé à nouveau les espaces parisiens de la réforme sociale, théâtres et enjeux d'interactions entre les divers mondes bourgeois et le peuple urbain. Christian Topalov a présenté une recherche en cours sur les réseaux réformateurs à Paris en 1900 : des sous-réseaux s'organisaient autour de familles de causes et étaient dotés de caractéristiques sociales nettement différentes. Plus encore, l'inscription spatiale de ces différents réseaux dans Paris différait sensiblement, les dirigeants des grandes œuvres semi-officielles étant, par exemple, principalement localisés dans les quartiers récents les plus riches de la rive droite, tandis que ceux des œuvres liées au monde catholique étaient implantés d'une part dans le faubourg Saint-Germain, de l'autre selon le réseau capillaire des paroisses. C'est en prenant Proust pour guide que l'on a pu mieux comprendre les significations symboliques différentielles des quartiers bourgeois parisiens. L'année s'est conclue par un exposé de Tangi Cavalin (CEMS) sur les acteurs et les espaces de la présence catholique dans le XIII^e arrondissement de Paris des années 1940 aux années 1960 : la notion de « chrétiens du XIII^e » a été mise en évidence.

Un bref voyage dans les Amériques, grâce à un exposé de Violaine Jolivet (Université de Montréal, TRAMES et CRACH), a été l'occasion d'illustrer les « études urbaines critiques » portant sur les processus de revitalisation urbaine d'aujourd'hui à la Havane et Montréal, tandis qu'une séquence plus méthodologique a permis d'observer la mise en œuvre de certains outils du chercheur travaillant à l'articulation entre l'espace et le social : les archives comme outil de construction de l'objet de recherche (Arnaud Sebilleau, Université catholique de l'Ouest, IFEPS d'Angers), la photographie anthropologique (Camillo Leon-Quijano,

A*Midex/AMU/IDEMEC), la construction et l'analyse spatiale formalisée de données historique urbaines massives (Julie Gravier, EHESS, SoDUCo). En milieu d'année, une séance a été consacrée à une présentation de travaux d'étudiants.

Publications d'Isabelle Backouche

Voir le compte rendu du séminaire : *Le logement à Paris pendant l'Occupation*, UE 33

Publications de Christian Topalov

Chapitres

Christian Topalov, « Une histoire des sciences sociales en société », in Emanuel Bertrand et Wolf Feuerhahn (dir.), *Arpenter l'histoire des sciences. Témoignages de chercheurs français contemporains*, Strasbourg, Presses de l'Université de Strasbourg, 2023, p. 237-267.

Christian Topalov, « Affaires de famille. Les Siegfried et les Puaux dans les réseaux réformateurs », in Carole Christen (dir.), *Jules Siegfried (1837-1922). Négociant international, républicain libéral, réformateur social*, Paris, Classiques Garnier, 2024, p. 411-449.

Note critique

Christian Topalov, « Isabelle Backouche, Paris transformé. Le Marais 1900-1980, Ivry-sur-Seine, Créaphis, [2016] 2019, 435 p. » (note critique), *Annales Histoire, Sciences Sociales* (Paris), vol. 78, n° 3, 2023, p. 625-627.

Tribune

Joël Laillier et Christian Topalov, « Tribune. Dans la pensée présidentielle, il n'est pas envisagé d'évaluer les résultats des réformes de la recherche qui ont précédé », *Le Monde* (Paris), 15 décembre 2023.

Compte rendu d'enseignement 2023-2024

Sociologie des réformes universitaires et du gouvernement de la recherche

MM. Hugo Harari-Kermadec (PU, université d'Orléans et IDHES), Joël Laillier (MCF, université d'Orléans et CMH), Mme Mélanie Sargeac (post-doctorante, Sciences Po Paris, CSO) et M. Christian Topalov (directeur d'études, CMH)

L'université et la recherche ont connu, depuis le début des années 2000 en France, un bouleversement majeur de leur système d'organisation et de gouvernement. Le séminaire, dont c'était la deuxième année, présente et discute des enquêtes récentes ou en cours qui éclairent ces transformations. Il examine aussi comment les sciences sociales ont accompagné le processus de réforme, pour le décrire, l'éclairer ou le critiquer. Les chercheurs, lorsqu'ils étudient un monde conflictuel qui se trouve être le leur, deviennent du même coup, qu'ils le veuillent ou non, les acteurs des réalités qu'ils observent.

En guise d'introduction, Joël Laillier et Christian Topalov ont proposé une « chronique d'un bouleversement dans le gouvernement de l'université et de la recherche en France (2004-2023) », présentation qui posait le problème des choix qui président au récit historique et, en particulier, celui du moment où l'on décide que celui-ci commence : a-t-on affaire à « des réformes » ou à « une réforme » et dans quelle mesure celle-ci se situe dans la continuité de réformes précédentes ?

Les deux séances suivantes ont permis la confrontation de points de vue scientifiques différents sur les réformes, avec des présentations et discussions croisées. D'abord, Jérôme Aust (CSO, Sciences Po Paris) et Clémentine Gozlan (Laboratoire Printemps, UVSQ et CSO) ont présenté leur recherche « Des patrons aux ex-pairs : transformations des élites du gouvernement de la biomédecine et réformes du système académique français (1960-2010) », avec, pour discutants, Joël Laillier et Christian Topalov. Ces derniers ont présenté ensuite « Une typologie des principaux dirigeants de l'ESR (2005-2018) : profils de carrières et déplacements dans le système de gouvernement », avec, pour discutants, Jérôme Aust et Clémentine Gozlan. Ce dispositif a favorisé un débat méthodique entre une perspective qui regarde les réformes comme un processus de négociation entre acteurs et une autre qui les regarde comme la transformation d'un système de pouvoir.

Plusieurs séances ont été consacrées à la discussion de travaux fondés sur des données statistiques massives. Hugo Harari-Kermadec a proposé une analyse du marché global de l'enseignement supérieur, caractérisé par le passage d'une convention non marchande à une convention marchande. Celle-ci implique une quantification de la qualité académique, fondée jadis sur la réputation, désormais sur l'excellence. D'où l'importance des enjeux dans les classements et évaluations et la pertinence du concept de néo-libéralisme pour analyser ces changements. Mélanie Sargeac, appuyée sur une sociologie quantitative de la sélection des étudiants en droit, maths et SHS et des observations de terrain, a montré comment s'établit une hiérarchie symbolique des formations et établissements. Cette hiérarchie est intériorisée par enseignants et étudiants, Parcoursup ayant pour fonction de convaincre qu'elle est objective. Mathieu Rossignol-Brunet (Liepp, Sciences Po Paris) et Leila Frouillou (Cresppa, Université Paris-Nanterre) ont poursuivi cette réflexion en étudiant les évolutions de la stratification socio-scolaire des affectations dans les formations franciliennes de droit et d'histoire, d'APB 2016 à Parcoursup 2021. Ils observent une sélection sociale stable, mais une sélection scolaire plus forte dans les formations en tension, et mettent en évidence la dimension spatiale des inégalités : les « meilleurs » établissements parisiens aspirent les « meilleurs » étudiants. Cédric Hugrée (CNRS, Cresppa-CSU), enfin, a mis en évidence un nouveau régime de sélection, caractérisé par un changement dans l'articulation entre sélection sociale et sélection scolaire : les trajectoires scolaires et universitaires des enfants des classes populaires sont diverses, ce qui est beaucoup moins le cas dans les classes supérieures, l'origine sociale jouant fortement quand le parcours scolaire est faible ; d'où une mobilisation inquiète des familles populaires pour la scolarisation, mais aussi la légitimation d'une sélection scolaire (qu'institutionnalise Parcoursup) redoublant la sélection sociale.

D'autres séances ont été davantage attentives au rôle des acteurs et des conflits dans les processus de réforme. Etienne Bordes (CSO, Sciences Po Paris-CNRS) a montré comment la Conférence des présidents d'université a changé de forme et de fonctions entre 1971 et 2007. Elle défendit la fonction présidentielle en 1976-81 contre le retour aux facultés, elle s'unit sur un projet de réforme à partir de 1994 et parvint à peser sur la loi LRU en 2007. En même temps, la fonction présidentielle changeait, la majorité poursuivant désormais une carrière administrative après leur mandat. Coline Soler (IDHES, ENS Paris-Saclay et Irisso, Paris-Dauphine) a abordé « la bataille de la LPR (loi de programmation de la recherche), 2018-2020 » par l'étude de son élaboration officieuse (cabinet et directions ministérielles) et officielle (rapports préparatoires) : au fil des interactions, un consensus s'élabore sur l'orientation (des moyens à condition qu'ils soient distribués par l'ANR) et les acteurs intéressés mettent à profit des éléments conjoncturels pour obtenir la mise de la LPR à l'agenda politique.

Enfin, Hugo Dumoulin (MoDyCo, Université Paris Nanterre), Emilie Née et Frédérique Sitri (Céditec, Université Paris-Est Créteil Val de Marne) se sont intéressées à la « fabrication discursive de l'université » en analysant des comptes-rendus de conseils d'administration d'université et des rapports scientifiques de laboratoire (années 1970-années 2010). On observe,

notamment, des processus de nominalisation (caractéristiques d'un genre administratif), le passage de noms concrets à des noms abstraits, une surreprésentation récente des verbes d'action et de changement, une tendance à la désinscription énonciative des rapports (effacement du régime auctorial au profit de noms collectifs). Ainsi, les réformes ont changé les formes mêmes du langage des institutions.

Publications d'Hugo Harari-Kermadec

Gallot Fanny Gallot & Hugo Harari-Kermadec, « Désandrocentrer la contestation : féminismes et travail reproductif », *L'homme et la société* (sous presse).

Hugo Harari-Kermadec, « Right to Higher Education : Funding mechanisms and multidimensional segregation », Briefing note, Instituto Internacional para la Educación Superior en América Latina y el Caribe (IESALC), UNESCO, 2023.

Hugo Harari-Kermadec, 2023. « Les méthodes quantitatives », *in* Association française d'économie politique, *Grand manuel d'économie politique*, Paris, Dunod, 2023, p. 643-656, Dunod.

Publication de Joël Laillier

Joël Laillier, « Devenir Etoile du Ballet de l'Opéra de Paris. Les ressorts institutionnels d'un charisme personnel », *Biens symboliques / Symbolic Goods*, 12/2023.

Publication de Mélanie Sargeac

Quentin Fondu, Mélanie Sargeac & Aline Waltzing, « Étudier les universités pour mieux les réformer. Le programme sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur de l'OCDE (1969-2016) », *Savoir/Agir*, n° 59, avril 2023.

Publications de Christian Topalov

Voir le compte rendu du séminaire : *Villes et sciences sociales*